

Un populationnisme polymorphe

Dans une monarchie absolue comme l'était la France de l'Ancien Régime, l'État se concevait et se construisait avec pour seule finalité l'exaltation de la grandeur et de la puissance du Roi. Célébrer le nombre d'hommes et de femmes du royaume participait de cette entreprise de glorification. En tout cas, il était de bon ton de dispenser conseils et recettes ; quiconque se voulait serviteur de son Roi, qu'il fût fonctionnaire, courtisan ou modeste folliculaire, se sentait habilité à vanter l'importance du facteur population. Le populationnisme, puisque c'est bien de cette « théorie » favorable à l'accroissement de la population dont il s'agit, s'empara plus que jamais de la France au XVIII^e siècle. Mais les autres monarchies absolues du continent n'étaient pas en reste. L'obsession populationniste fut aussi intimement liée aux conceptions politiques et économiques à l'honneur dans l'immense monarchie austro-hongroise, sous le règne de l'impératrice Marie-Thérèse (1740-1780) et de son fils Joseph II (1780-1790), associé à la conduite des affaires dès 1765⁽¹⁾.

La fascination pour l'abondance des « peuples » imprima même sa marque dans l'Angleterre de la fin du XVIII^e siècle. Or, s'il est une monarchie atteinte par un début de virus démocratique, c'est bien celle des derniers Stuart. Si l'anglomanie fut à la mode au XVIII^e siècle, la « Batavomanie » lui fut au moins égale durant le siècle précédent. La réussite exceptionnelle de ces provinces du Nord qui avaient tenu tête à l'Espagne, à l'Angleterre, puis à la France et dominaient outrageusement les mers et le commerce international, forçait l'admiration de tous les observateurs. En outre, les accommodements avec l'orthodoxie religieuse semblaient y attirer, comme un aimant, capitaux, marchands et intellectuels. Ainsi, partant de l'exemple hollandais (les Provinces-Unies), Josiah Child et William Temple, concluaient que la richesse de ce petit pays reposait sur sa capacité à attirer les hommes et les métaux précieux.

(1) Hervé Hasquin, *Joseph II catholique anticlérical et réformateur impatient (1741-1790)*, Bruxelles, Éditions Racines, 2007 ; *Population, commerce et religion au siècle des Lumières*, Bruxelles, Éditions de l'Université, 2008, coll « Études sur le XVIII^e siècle ».

Selon eux, l'augmentation de la population n'était pas seulement le corollaire du développement et de l'enrichissement, elle en était même la condition⁽²⁾.

Les spéculations relatives à la *Cité imaginaire*, peuplée d'hommes nombreux et heureux et dont l'ordre et la stabilité étaient assurés par un *Législateur* avisé, avaient foisonné en dehors de la littérature économique. Depuis Platon jusqu'à Swift, en passant par Rabelais, More et Campanella, les auteurs d'« utopies » et autres « voyages imaginaires » avaient toujours été fascinés par les questions de population. L'utopie et la politique au sens large du terme n'ont d'ailleurs jamais été très éloignées. Plusieurs utopistes, parmi les plus célèbres, furent « loin d'être des rêveurs en chambre sans aucun contact avec les faits politiques, sociaux, économiques »⁽³⁾. Thomas More et Francis Bacon ne furent-ils pas chanceliers d'Angleterre ? Bref, depuis des siècles, le débat sur la population était dès l'origine, étroitement imbriqué à une réflexion sur l'organisation politique.

En France, la crise démographique et la misère qui terrassait les campagnes à la fin du règne de Louis XIV généra des plans de réforme radicale dont Boisguilbert et Vauban furent, sans succès, les brillants initiateurs. Mais ce royaume n'avait point le monopole des crises frumentaires, des épidémies et des hémorragies de population, qui étaient le lot de presque tous les États européens. Ce contexte tragique accréditait davantage une thèse répandue depuis les dernières décennies de la Renaissance sur la dépopulation de l'Europe. Le processus se serait engagé depuis des siècles et l'Espagne des derniers Habsbourgs – Philippe III, Philippe IV et Charles II – constituerait l'exemple le plus accompli d'une décadence qui faisait peine à voir au regard de la « multitude » d'hommes durant l'Antiquité...

Lorsque Montesquieu entre en scène avec ses *Lettres persanes* (1721), le thème de la population, que ce soit sous son versant *populationniste* ou son corollaire, la *dépopulation*, n'est pas nouveau. Mais, déjà bien avant qu'il ne publie *De l'Esprit des lois* (1748), les circonstances, le talent, la réputation, bientôt européenne, du baron de la Brède donnent à ses thèses un retentissement exceptionnel.

Montesquieu a certainement été le moins controversé des intellectuels français de l'âge des Lumières, car il ne fut jamais considéré comme un mécréant, que ce soit en Italie, dans l'immense monarchie austro-hongroise y compris dans l'espace « belgo-luxembourgeois », en Allemagne ou en Angleterre où il devint membre de la *Royal Society* de Londres. Déiste certes, mais sans arrogance antichrétienne, adversaire des préjugés et adepte de la tolérance, ce magistrat, qui avait érigé la loi en absolu, s'était attiré une considération générale qui perdurera bien au-delà de sa disparition. Là où Voltaire, tout en étant admiré pour sa verve et son style, suscitait la crainte, voire la méfiance, la raillerie, ou tout simplement de l'animosité, en raison de ses critiques contre l'Église et le

(2) Pierre Dockès, « Les problèmes du développement au XVII^e siècle. Deux analyses anglaises : William Temple et Josiah Child », *Revue d'histoire économique et sociale*, t. XLV, 1967, p. 433-458.

(3) Raymond Trousson, *Voyages aux pays de nulle part*, Bruxelles, Éditions de l'Université, 1979 (2^e éd.), p. 17 ; à compléter par l'excellent article de Jean-Noël Biraben, « Rabelais démographe et utopiste de la population », *Population*, 39(4-5), 1984, p. 733-749.

christianisme, Montesquieu apparut constamment comme une autorité morale dont le rayonnement transcendait bien des clivages et des frontières.

Le professeur Carol Blum a donc fait un choix pertinent en inscrivant Montesquieu en tête de sa démonstration, remarquablement fouillée, relative au débat « populationnisme *versus* dépopulation ». Non point que la démonstration du Bordelais fût très originale, mais l'envergure intellectuelle du personnage et sa capacité à mêler les considérations philosophiques, politiques, économiques et culturelles ont donné une dimension nouvelle à un précepte solidement établi : une population élevée ou en croissance est le paradigme d'un bon gouvernement.

Mais sous le couvert de la bonne gouvernance, comme cela se dirait aujourd'hui se camouflent une multitude d'autres préoccupations de nature sociétale. Tantôt le thème permet d'aborder des sujets conflictuels et osés en rapport avec la sexualité : divorce et indissolubilité du mariage, polygamie et reproduction, inceste, empêchements dirimants au mariage, devoir conjugal, onanisme, chasteté, violence des hommes, consentement dans le couple, etc. Tantôt l'anticléricalisme sur fond de débat économique pointe son nez : le célibat des prêtres, des moines et des nonnes, la propriété et la division de la propriété ecclésiastique sont notamment attaqués. Et que dire des considérations sur le climat, la sécurité, la liberté de conscience, le profit ? En toile de fond, une question se pose fréquemment : et si les exigences et les dogmes de la religion chrétienne avaient dépeuplé l'Univers ?

Le discours populationniste présente donc de multiples facettes. Se gardant de toute perspective réductrice, Carol Blum les a vraisemblablement toutes explorées, depuis Montesquieu, jusque et y compris, les premières années de la Révolution française et... Malthus. Peu d'auteurs, parmi les écrivains phares des Lumières, ont échappé à l'analyse. Même Jean-Jacques Rousseau a droit à un chapitre aussi inattendu que bienvenu par son originalité. Les nécessités de l'enquête ont amené l'auteur à passer au crible une littérature moins rutilante, celle des seconds rôles, ces *minores*, ces « radios-trottoirs » de l'Ancien Régime, parfois plus captivants que les grands noms du répertoire, en tout cas souvent plus représentatifs des bruissements de la société. La littérature antiphilosophique n'a pas davantage été oubliée. On s'amuse aussi au constat de ces « philosophes » qui ne se marient pas et ne procréent pas, bref de la disparité entre le comportement personnel et les professions de foi natalistes. Si besoin en était encore, ces contradictions démontrent combien le couple « population-dépopulation » a été autant un argument économique qu'une arme polémique, un alibi et un paravent pour une critique politique et religieuse acerbe.

Toutefois, les traits, forcément caricaturaux pour accroître leur impact, n'occultent pas une tendance qui s'est renforcée au fil du siècle, surtout au tournant des années 1770-1780 : n'y a-t-il pas un optimum de population ? Le bonheur des hommes ne prime-t-il pas sur le nombre ? Ce questionnement ne fait que traduire le renversement philosophique en cours. Les priorités changent. À la Cité de Dieu et à la gloire du Roi, on commence à préférer la Cité des hommes et le bien-être sur terre. J'en reviens, une fois encore, à

Montesquieu. Son populationnisme était déjà aux antipodes du mercantilisme agressif. Rappelons quelques-unes de ses idées chères : l'agrandissement des États provoque une décadence ; le droit des gens, inspiré par les règles qu'édictent la paix et le commerce, limitera les risques de guerre ; bref, la tentation de la « Monarchie universelle », du rêve hégémonique, est incompatible avec les exigences de l'Europe moderne et un sort heureux des populations⁽⁴⁾.

Suivre Carol Blum dans ce labyrinthe polyphonique, à la conjonction de la pensée économique, démographique et politique, de la philosophie et de la littérature, enchante. Elle ne fatigue pas son lecteur, mais épuise son sujet.

Hervé Hasquin,

Ancien ministre,
Secrétaire perpétuel de l'Académie royale des sciences,
des lettres et des beaux-arts de Belgique
Professeur de l'université libre de Bruxelles
Co-fondateur du Groupe d'étude du XVIII^e siècle
et de la revue *Études sur le XVIII^e siècle*.

(4) Cf. notamment la dernière édition de l'œuvre, inédite de son vivant, *Réflexions sur la Monarchie universelle en Europe* (Genève, Droz, 2000), éd. critique réalisée par les soins de M. Porret.